RESILAC*

*REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL INCLUSIF DU LAC TCHAD

Les jeunes travailleurs HIMO RESILAC à Adebour, Niger. © 2019 – ACF. Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.

NIGER

Résultats Baseline

Juin 2019

Rapport détaillé des résultats de l'enquête initiale de données (Baseline) dans la région de Diffa au Niger.

RESILAC*

*REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
INCLUSIF DU LAC TCHAD

ACTION CONTRE LA FAIM

care

Groupe URD

SOMMAIRE

Contexte et résultats clés 3

Analyse par indicateur 5

- *OS 1 / Renforcer le capital humain, la cohésion sociale et la gestion collective et durable des ressources naturelles*
- *OS 2 / Favoriser le redressement économique et la résilience à travers un accès à l'emploi et aux systèmes de production intensifiés et adaptés au changement climatique*
- *OS 3 / Valoriser et consolider les acteurs en favorisant le dialogue et l'engagement et en renforçant leurs capacités*
- *Assurer une intervention de qualité et redevable*

Données sociodémographiques des répondants 20

Définitions clés 21

Limites de l'étude et méthodologie 22

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne et de l'Agence Française de Développement. Son contenu relève de la seule responsabilité du Groupe URD et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne ni de l'Agence Française de Développement.

Cofinancé par l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement

RESILAC*
*REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL INCLUSIF DU LAC TCHAD

CONTEXTE

Le projet RESILAC « Redressement Economique et Social Inclusif du Lac Tchad » vise à apporter une réponse mêlant urgence, réhabilitation et relèvement dans cette région du lac Tchad (frontalière du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad) – zone affectée par une crise économique et sociale, des chocs climatiques récurrents et une crise sécuritaire d'ordre régional. L'objectif principal de RESILAC est de contribuer au redressement économique et au renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des territoires du bassin du Lac Tchad les plus impactés par la crise sécuritaire et par le changement climatique.

Ce rapport présente les informations recueillies auprès de 532 individus dans la zone d'intervention du projet. L'objectif de l'enquête initiale de données est de fournir une vision d'ensemble sur le territoire d'intervention et d'établir les données de référence des indicateurs du projet, afin de mesurer leur évolution lors d'une enquête mi-parcours (2020) et finale (2021).

Les données ont été collectées lors des entretiens face à face auprès de 532 individus, entre le 12 et le 25 juin, dans les trois communes d'intervention : Chetimari, Maïné Soroa et N'Guigmi.

Un score de qualité et redevabilité a été intégré dans tous les questionnaires, directement lié aux critères de la Norme humanitaire fondamentale de qualité et de redevabilité (CHS) afin de renforcer la transparence et la redevabilité de l'intervention.

RESULTATS CLES

PROFIL SOCIODEMOGRAPHIQUE

L'enquête à couvert 532 individus appartenant à différentes couches socio-économiques afin de capturer la diversité des profils existant dans chaque commune, dont 34% de femmes et 47% de jeunes âgés entre 18 et 35 ans.

Le niveau d'éducation est assez faible : parmi les enquêtés, 19% ayant un niveau équivalent ou supérieur au secondaire, alors que 14% n'ont jamais étudié et 48% ont suivi une l'école coranique.

CAPITAL SOCIAL COMMUNAUTAIRE

Dans les communes enquêtées, la plupart des répondants évaluent positivement l'engagement, l'accès à l'information et la participation sociale de leurs communautés dans son ensemble. La majorité des répondants considèrent que les membres travaillent ensemble et de façon volontaire sur les sujets importants, que leurs dirigeants les encouragent à participer à la prise de décisions et les informent des questions importantes. Sur un score de 50 (échelle du Capital Social Communautaire –CAS-), la moyenne résultante pour les deux communes, qui sera évaluée tout au long du projet, est actuellement de 39.

L'analyse de la dimension économique du score a montré que des nombreux enquêtés estiment que leur communauté et eux n'ont pas accès à des ressources leur permettant d'investir dans des projets communautaires : 61% présument que la communauté n'a pas suffisamment de fonds pour soutenir des programmes d'amélioration communautaire et 49% considèrent n'avoir pas accès à des fonds qui pourraient être utilisés pour la même fin.

Les trois communes ont été exposées aux incidents sécuritaires et aux mouvements de populations, accueillant un nombre modéré de déplacés, de retournés et réfugiés. Quant à eux, évaluent de façon positive l'engagement et la participation des communautés. Les données recueillies sur le capital social communautaire ne montrent pas un clivage significatif entre ces différents groupes de population, ni entre les hommes et les femmes.

ACCES AUX RESSOURCES NATURELLES

La majorité des enquêtés considèrent que les ressources naturelles sont distribuées équitablement (94%). Quant à leur droits, l'appréciation est différente : 57% des répondants estiment ne pas bénéficier des mêmes droits que le reste des membres, notamment les individus dont l'activité économique en dépend directement (agriculteurs, éleveurs).

La majorité des enquêtés considèrent que la distribution des ressources est gérée de façon concertée entre les membres de la communauté, avec l'appui des chefs traditionnels. Les données recueillies indiqueraient que l'enjeu se situe plutôt sur la qualité des terres disponibles : les répondants estiment que tout le monde a accès à la terre, mais que celle-ci est détérioré n'est souvent pas cultivable.

CONFLITS

Le contexte sécuritaire est instable et volatile depuis quelques années dans la région de Diffa. Seulement 22% des enquêtés estiment que les conflits ont augmenté au cours des trois derniers mois, en particulier à Chetimari.

Quant à la nature des conflits, les données montrent une perception clairement différente selon les groupes de population enquêtées : la plupart des retournés et des déplacés (72% et 79% respectivement) perçoivent le conflit religieux, et donc Boko Haram, comme le conflit le plus récurrent, contre 27% des membres des communautés hôtes. Ces derniers considèrent que les conflits les plus récurrents toucheraient plutôt les questions intercommunautaires et foncières (41%).

BIEN-ETRE & SANTE MENTALE

Parmi les enquêtés, la moyenne du score de bien-être est de 11 sur 25 (le seuil du bien-être est de 13), ce qui indique un grand nombre d'individus en détresse psychologique. De façon générale, on constate une différence entre les communes selon l'évolution du contexte sécuritaire : à N'Guigmi, une des communes les plus affectées par la crise de Boko Haram, 94% des enquêtés seraient en situation de détresse psychologique, contre 58% à Maïné Soroa

De façon générale, on constate que le bien-être est fortement lié à des facteurs socio-économiques : une évolution négative du bien-être selon l'augmentation de l'âge des individus, selon leur taux de revenu et selon leur perception de l'engagement et participation communautaire.

MOYENS D'EXISTENCE

La plupart des enquêtés travaillent dans l'agriculture et l'élevage (65%). Le revenu moyen des enquêtés est de 8 138 CFA par mois (équivalent à environ 12 EUR), extrêmement inférieur aux 30 047 CFA établis par le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG).

71% des enquêtés gagnent 300 000 CFA ou moins par an, contre seulement 6% qui gagnent 600 000 CFA ou plus.

QUALITE

De façon générale, les enquêtés estiment recevoir suffisamment d'information relative au projet (94%), et recevoir un soutien, par eux ou leur communauté, qui correspond à leurs attentes (95%). A l'heure actuelle, 89% des répondants estime que RESILAC fait une différence dans leur vie.

ANALYSE PAR OBJECTIF : INDICATEURS RESILAC

Présentés selon l'objectif stratégique du projet, ce rapport repose sur la représentation graphique des indicateurs RESILAC. Chaque indicateur fait l'objet d'une explication générale, suivi des représentations graphiques en barres pour analyser les réponses données. La plupart des indicateurs ayant été mesurés à travers des échelles d'appréciation de type Likert, les graphiques montrent la répartition des réponses à une question donnée en pourcentage, utilisant une gamme de couleurs différente par thématique (une légende apparaît dans la première question de chaque page, les questions suivant la même légende).

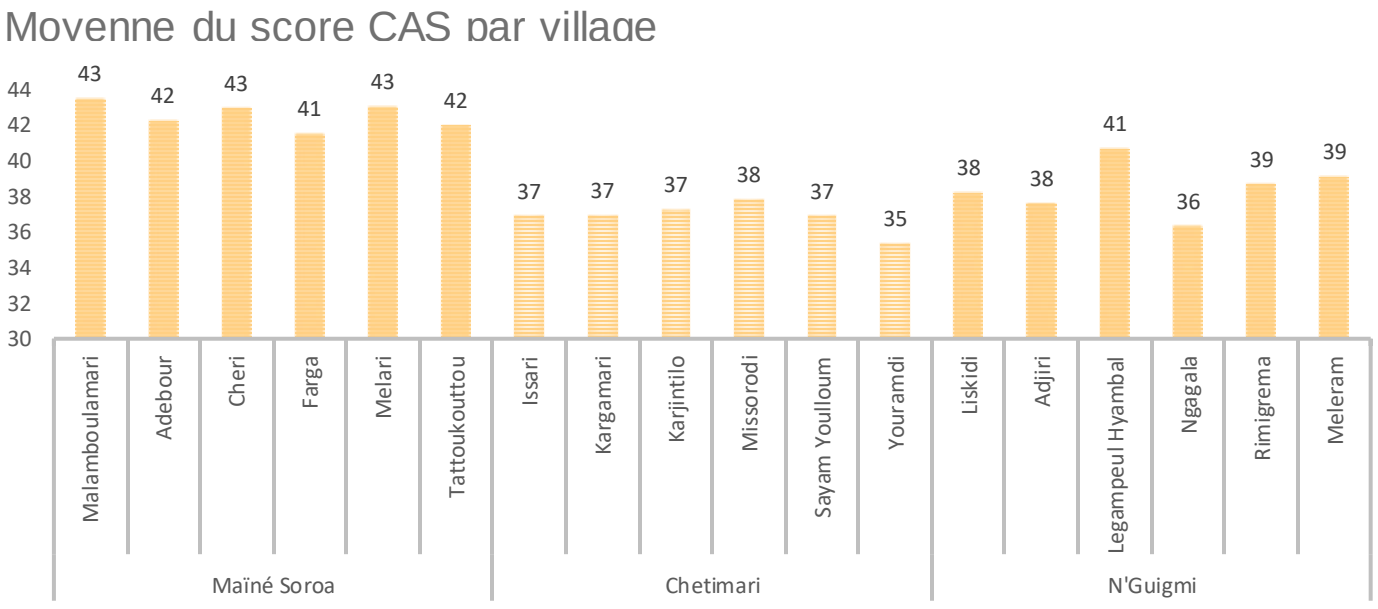
Chaque question fait l'objet d'un commentaire global. Toutes les réponses ont fait l'objet d'une analyse minima par variable : commune, genre, âge, statut légal et occupation professionnelle. Une représentation graphique des résultats par variable est présentée seulement quand il existe des écarts significatifs. Certaines questions ont été explorées en profondeur à travers des entretiens qualitatifs.

OS 1 / Renforcer le capital humain, la cohésion sociale et la gestion collective et durable des ressources naturelles

INDICATEUR RESILAC : TAUX DE CAPITAL SOCIAL COMMUNAUTAIRE

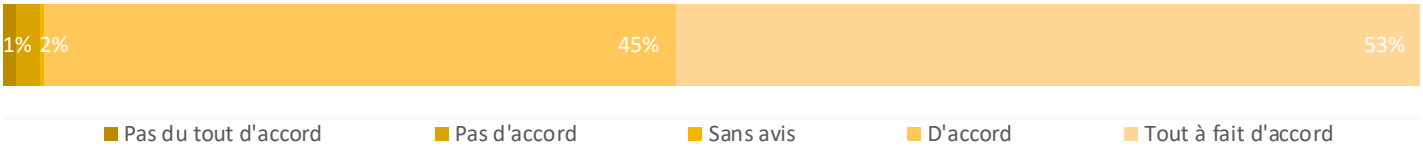
Le capital social communautaire se réfère ici à l'ensemble de ressources que les membres d'une communauté apportent pour appuyer leur développement. L'objectif est donc de mesurer l'engagement, l'accès à l'information, la participation et le capital économique d'une communauté dans les communes d'intervention afin de pouvoir mesurer son évolution au fil du projet.

Pour cela, une échelle d'appréciation a été développée, révélant la perception des membres d'une communauté et dont la moyenne facilite le calcul d'un score de 10 à 50 représentant le taux de capital social communautaire, le CAS (en anglais). Un score plus élevé représente un plus grand capital social communautaire. L'échelle est constituée de 10 affirmations sur lesquelles les personnes enquêtées ont exprimé leur accord ou leur désaccord.



Le score CAS calculé sur les réponses des membres de chaque communauté est en moyenne de 39. Tous les villages atteignent un score entre 35 et 43, ceux appartenant à la commune de Maïné Soroa ayant obtenu les scores les plus élevés (moyenne de 42 sur 50).

Q1. Les membres de la communauté se portent volontaires pour des projets communautaires.



En moyenne, la majorité des enquêtés estiment que les membres de la communauté se portent généralement volontaires pour les projets communautaires (98%).

Q2. Les groupes communautaires locaux travaillent ensemble sur des questions importantes.

La majorité des enquêtés estiment travailler ensemble sur les sujets importants (98%).

Q3. Il y a des lieux publics où les membres de la communauté peuvent se réunir.

Presque la totalité des enquêtés estiment que la communauté dispose de lieux publics où les membres peuvent se réunir (99%).

Q4. Les dirigeants de la communauté encouragent les membres à participer à la prise de décision.

La plupart des enquêtés considèrent que les dirigeants de leur communauté les encouragent à participer à la prise de décision (99%).

Q5. Les membres de la communauté interviennent lorsqu'il y a du travail communautaire à faire.

La majorité des enquêtés considèrent que les membres interviennent lors des travaux communautaires (96%) contre 4% qui ne sont pas d'accord ou pas du tout d'accord.

Q6. Je connais les personnes clés de ma communauté.

La plupart des enquêtés estiment connaître les personnes clés de leur communauté (97%).

Q7. Je sais quand les évènements communautaires importants ont lieux

Presque la totalité des enquêtés estiment connaître quand est-ce que les évènements communautaires importants ont lieux (98%).

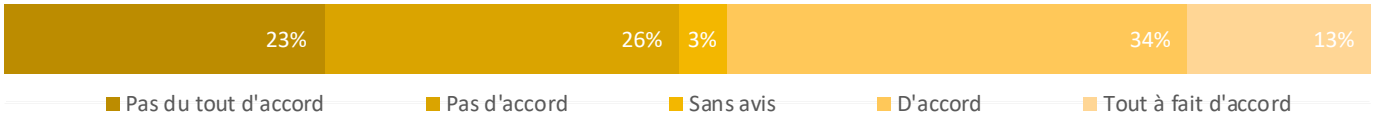
Q8. La communauté a suffisamment d'argent pour soutenir des programmes d'amélioration communautaire.

Presque 38% des individus estiment que leur communauté dispose de fonds suffisants pour soutenir des programmes d'amélioration communautaire, alors que 61% ne sont pas d'accord ou pas du tout d'accord.

Q9. La communauté ne veut pas utiliser les fonds de la communauté pour des projets communautaires.

Seulement 25% des enquêtés considèrent que la communauté ne veut pas utiliser les fonds pour des projets communautaires alors que 70% ne sont pas d'accord ou pas du tout d'accord.

Q10. Les membres de la communauté ont accès à des fonds qui peuvent être utilisés pour l'amélioration de la communauté.

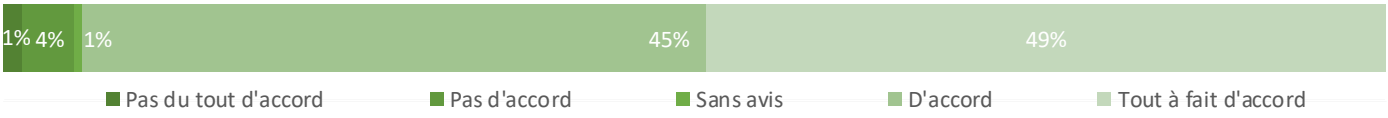


Quant à eux, 49% estiment ne pas avoir assez de fonds alors que 47% considèrent avoir l'accès à des fonds pour l'amélioration de leur communauté.

INDICATEUR RESILAC : % DE PERSONNES QUI ESTIMENT AVOIR UN ACCES EQUITABLE AUX RESSOURCES NATURELLES

Une échelle d'appréciation a été développée, révélant la perception des membres d'une communauté sur l'accès aux ressources naturelles, dont l'évolution sera mesurée tout au long du projet.
Afin de collecter des informations complémentaires, une question additionnelle a permis d'affiner la perception des personnes sur leur droits et accès individuels. Par ailleurs, des entretiens qualitatifs facilitent la compréhension des enjeux clés.

Q1. Les ressources naturelles sont distribuées équitablement dans ma communauté.

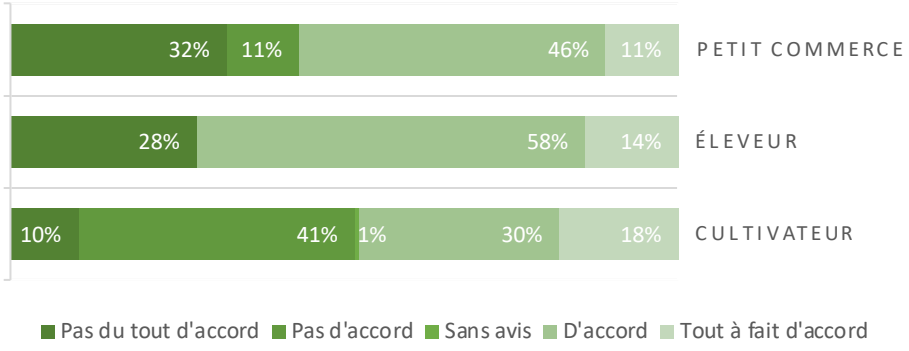


La majorité des enquêtés estiment que la distribution des ressources naturelles dans leur communauté est équitable (94%), alors que seulement 6% ne sont pas d'accord ou pas du tout d'accord.

Q2. J'ai les mêmes droits que le reste des membres de ma communauté pour accéder aux ressources naturelles.

Quant à leurs droits, l'appréciation est clairement différente : 42% des enquêtés estiment avoir les mêmes droits que les autres, alors que 57% des personnes qui ne sont pas d'accord ou pas du tout d'accord.

Répartition selon l'occupation principale



Les individus enquêtés dont leur occupation dépend directement de l'accès aux ressources naturelles (cultivateurs, éleveurs et commerçants), n'estiment pas que la distribution soit équitable dans leur communauté, notamment les cultivateurs (51%).

Cette perception entraîne généralement un vécu communautaire sensiblement différent, et peut devenir une source de conflits.

.

Lors des entretiens qualitatifs avec les différents membres de la communauté, les ressources naturelles citées sont la terre, l'eau et les pâturages. La plupart des personnes enquêtées mentionnent la précarité de ces ressources, tout en soulignant la solidarité existante quant à leur distribution.

En particulier autour du foncier, les répondants affirment que la distribution et la gestion est gérée de façon équitable et concertée par eux-mêmes, avec la médiation du *boulama*, ou chef traditionnel. Ils considèrent que la majorité de la population a accès à la terre, moyennant une demande auprès de la communauté, et que l'accès ne représente pas une source de conflit. Il convient de souligner que la région de Diffa est la moins peuplée du pays, avec 4,1 habits par km^2 contre 15,1 dans le reste du pays (source INS, 2016). Selon les répondants, l'enjeu principal tournerait plutôt autour de la dégradation des terres et l'impact sur l'autosuffisance alimentaire.

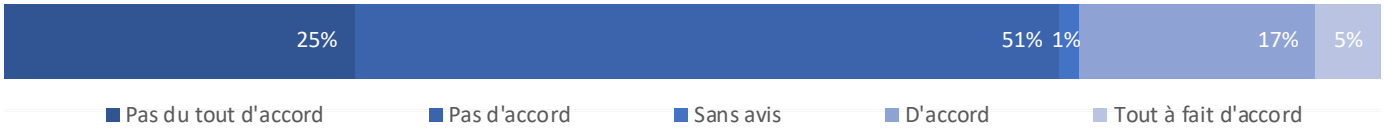
« …certes ne suis pas du village mais ont m'a octroyé des terrains que je mets en valeur avec ma famille. Les autres ressources sont accessibles à tous. »
Homme, réfugié, Chétimari

« Les ressources sont accessibles à tous. On dispose même des espaces qui n'appartiennent à personne, mais un peu dégradés.»
Homme, communauté hôte, Maïné Soroa

INDICATEUR RESILAC : % DE PERSONNES QUI ESTIMENT QUE LES CONFLITS COMMUNAUTAIRES DIMINUENT

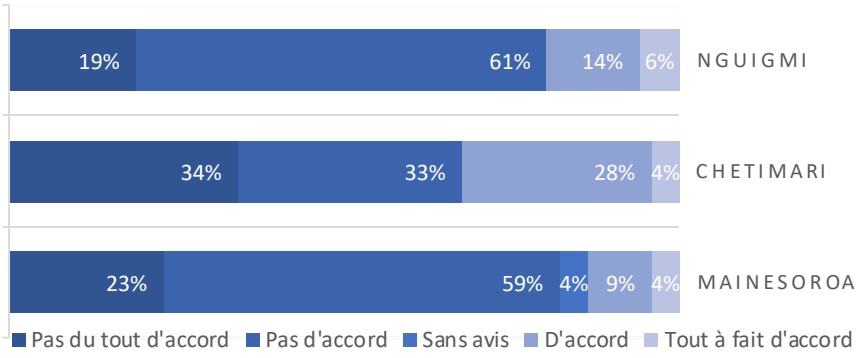
Une échelle d'appréciation a été développée, révélant la perception des membres d'une communauté. Dans un contexte d'intervention volatile et instable, il est jugé plus pertinent de se pencher sur l'augmentation des conflits que sur la diminution.
Afin de collecter des informations complémentaires, les communautés ont identifié les conflits les plus récurrents. La classification des différents conflits est inspirée de la méthodologie de Search For Common Ground, partenaire de mise en œuvre du projet au Nigeria. Par ailleurs, des entretiens qualitatifs facilitent une meilleure compréhension sur les principaux enjeux.

Q1. Au cours des trois derniers mois, les conflits dans la communauté ont augmenté.



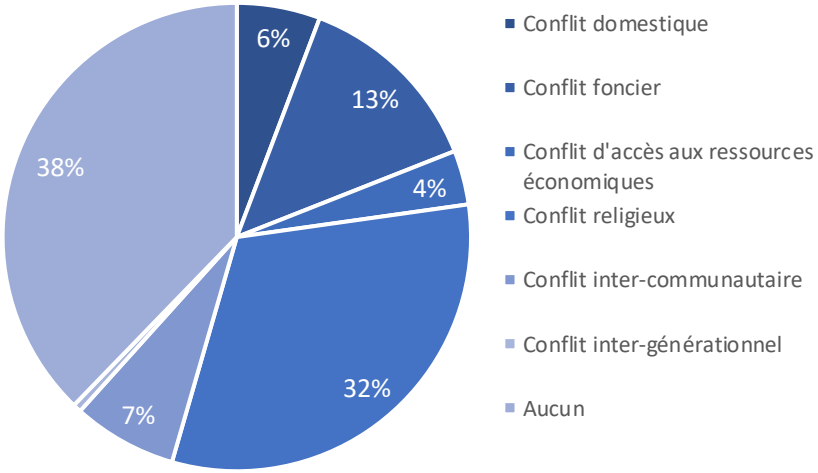
Seulement 22% des enquêtés estiment que les conflits dans leur communauté ont augmenté, alors que 76% considèrent que les conflits n'ont pas augmenté au cours des trois derniers mois.

Répartition selon les communes



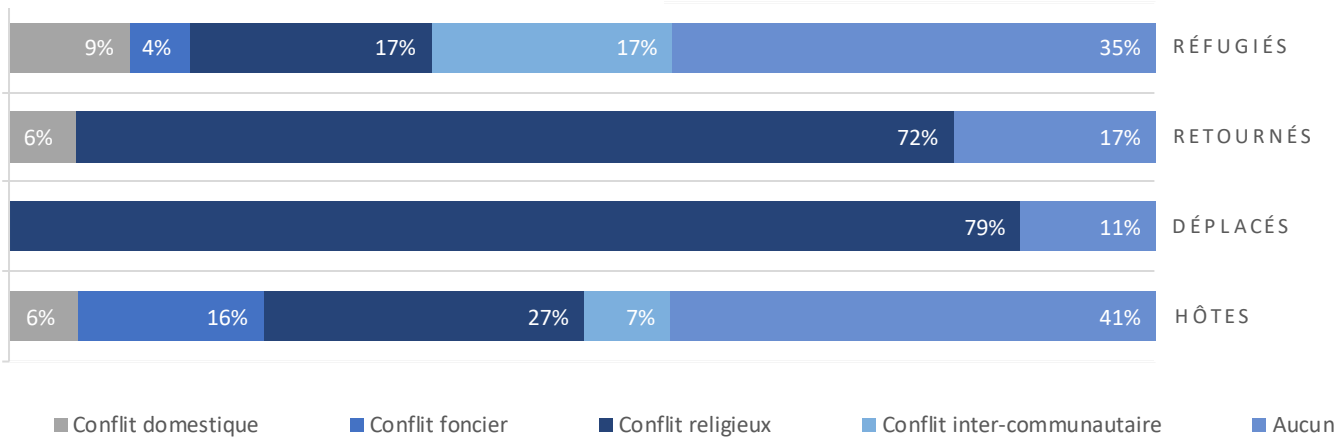
Malgré la récurrence des attaques de Boko Haram dans l'axe Diffa-Maïné Soroa, les données désagrégées montrent que 32% des enquêtés à Chétimari estiment que les conflits ont augmenté, contre 20% à N'Guigmi et seulement 11% à Maïné Soroa.

Q2. Quel est le conflit le plus récurrent dans votre communauté ?



Un grand nombre d'enquêtés estiment que les conflits les plus récurrent dans leur communauté sont d'ordre religieux (32%), notamment liés à Boko Haram, pendant que 38% considèrent qu'il n'y a aucun conflit.

Répartition selon le statut légal



Les données désagrégées montrent une perception différente de la récurrence des conflits selon le statut légal des populations enquêtées : la plupart des retournés et des déplacés (72% et 79% respectivement) perçoivent le conflit religieux, et donc Boko Haram, comme le conflit le plus récurrent, contre 27% des hôtes et 17% des réfugiés. Quant à eux, 35% des réfugiés et 41% des membres de la communauté hôte enquêtés considèrent que les conflits les plus récurrents toucheraient plutôt les questions intercommunautaires et foncières.

Ces perceptions divergentes pourraient être associées aux différents vécus des groupes enquêtés : chaque groupe perçoit comme plus récurrent le conflit qui le touche le plus. Les membres de la communauté hôte (et les réfugiés) sont installés de façon plus ou moins permanente dans la région et donc plus exposés à être touchés par des clivages inhérents aux écosystèmes communautaires (accès aux ressources, divisions communautaires, etc), tandis que les déplacés et les retournés ont généralement été contraints de fuir leur commune d'origine dans les derniers mois en raison des attaques de Boko Haram.

Lors des entretiens qualitatifs avec les différents membres de la communauté, la majorité confirment l'existence des conflits, presque toujours liées à Boko Haram et aux dynamiques entre éleveurs et agriculteurs.

Les conflits agro-pastoraux au Niger touchent depuis toujours les populations nomades, traditionnellement marginalisées. Néanmoins, comme le soulignent aussi les différentes études réalisées par le Centre pour le dialogue humanitaire (CHD), la diminution des terres de pâturage liée au changement climatique, combinée aux mouvements forcés des populations et aux contraintes d'accès à certaines zones, conséquence des attaques de Boko Haram et des différentes réponses sécuritaires nationales, seraient en train d'affaiblir les réseaux traditionnels de médiation et la coexistence pacifique des communautés.

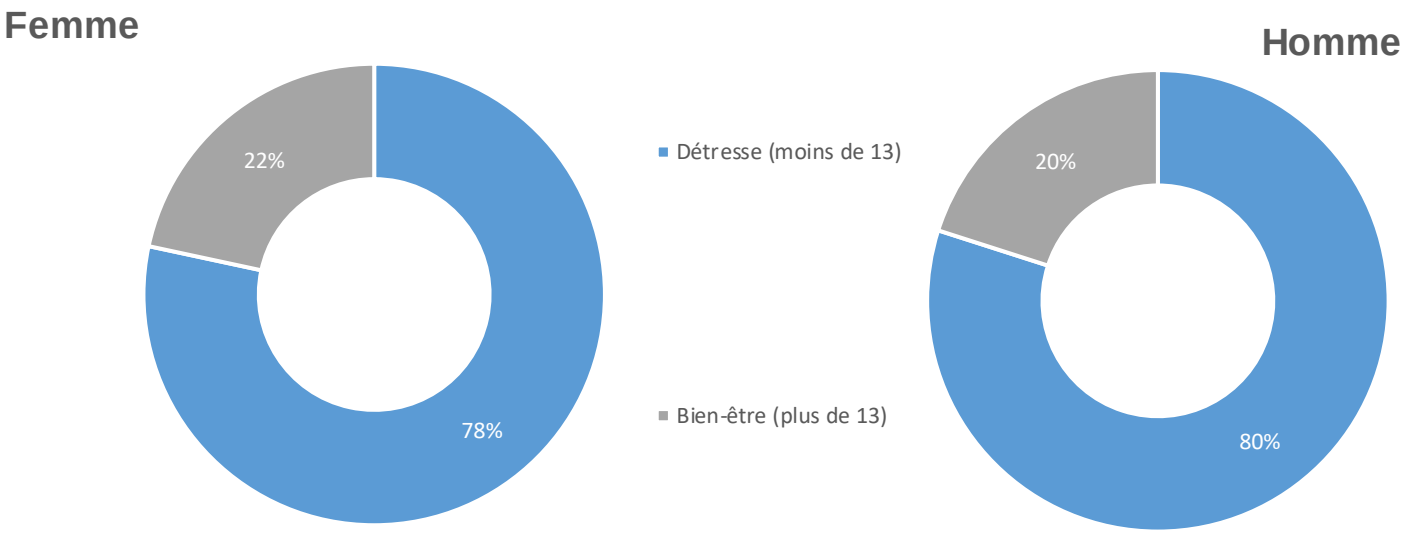
« Avant j'habitais un village au bord du lac et je faisais du taxi moto (…) j'allais de village en village. Par jour je pouvais gagner 3 000 naira. L'Etat d'urgence et l'interdiction définitive des motos nous obligent de rester ici, et brusquement même 20 naira pour payer de l'eau me manquent. »
Homme, retourné, N'Guigmi

« Le conflit toujours c'est entre éleveurs et agriculteurs. Aussi Boko Haram. Il n'y a pas eu d'attaque ici, mais ça a affecté nos mouvements dans la région. »
Homme, communauté hôte, Chétimari

INDICATEUR RESILAC : % DE PERSONNES SUIVIES QUI MONTRENT UNE AMELIORATION DE LEUR BIEN-ETRE

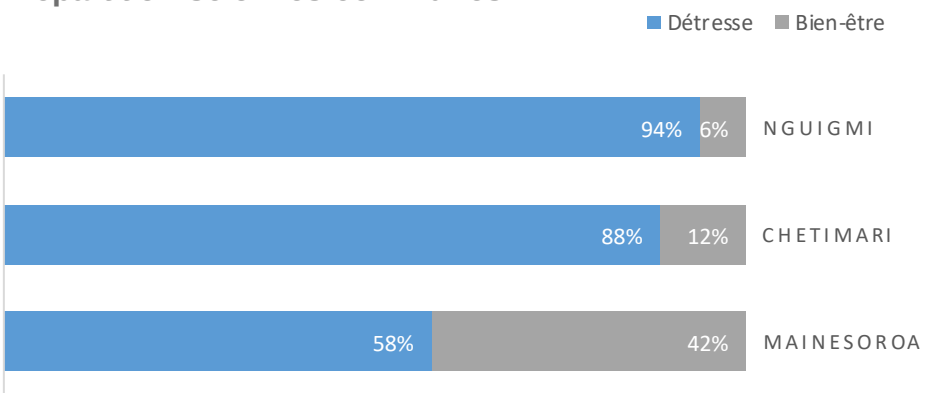
Pour mesurer le bien-être des individus, l'échelle internationale Who-5 a été utilisée. Développé par l'Organisation Mondiale de la Santé, l'échelle Who-5 est composée de 5 affirmations liées au bien-être psychologique par rapport auxquelles on demande aux personnes enquêtées d'exprimer leur accord ou désaccord.
Les réponses permettent de calculer un score entre 0 et 25 dont l'évolution sera mesurée tout au long du projet. Les scores moyens en dessous de 13 indiquent la présence de symptômes de détresse psychologique. Au contraire, un score plus proche de 25 indique un meilleur état de bien-être mental.

Des entretiens qualitatifs ont permis de collecter des informations complémentaires sur les difficultés ressenties par les communautés, et leurs impacts sur le fonctionnement.



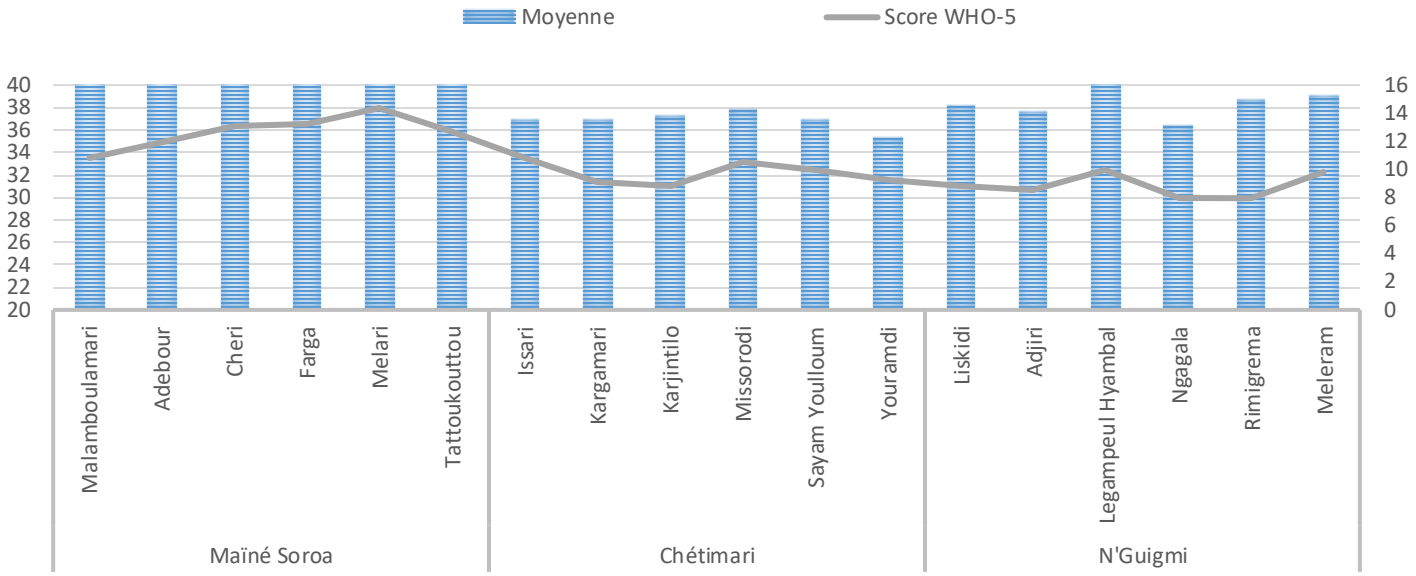
Au Tchad, la moyenne des résultats agrégées de l'échelle Who-5 est de 11 sur un total de 25 (le seuil du bien-être est de 13), ce qui indiquerait la présence d'un grand nombre d'individus en détresse psychologique présentant des possibles états dépressifs. 79% des enquêtés ont obtenu un score en dessous de 13, contre seulement 21% qui seraient en état de bien-être. Les données désagrégées par genre montrent que 80% des hommes présentent des symptômes de détresse psychologique, contre 78% des femmes.

Répartition selon les communes



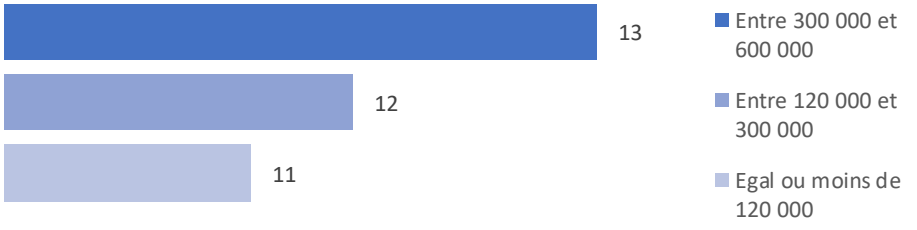
De façon générale, on constate une différence entre les communes selon l'évolution du contexte sécuritaire. N'Guigmi est une des communes les plus affectées par la crise de Boko Haram : 94% seraient en situation de détresse psychologique, contre 58% à Maïné Soroa.

Corrélation entre le CAS et le score WHO-5



L'analyse des données désagrégées à l'échelle des villages montrerait une corrélation positive entre le score CAS et le Who-5 : de façon générale, les villages dont le capital social communautaire est jugé plus élevé sont les mêmes ou la population, en moyenne, montre un meilleur état de bien-être.

Corrélation entre le score WHO-5 et le taux de revenu annuel



Le résultat des données collectées offrirait aussi une corrélation positive entre le taux de revenu annuel (traité dans la section suivante du rapport) et le score Who-5 : les individus ayant des revenus annuels plus importants seraient les seuls à être au-dessus du seuil minimum de de bien-être psychologique.

Le quotidien de la grande majorité est lié à leur occupation professionnelle, perturbé par les attaques de Boko Haram et les réponses sécuritaires : contraintes d'accès à certaines zones, déplacements forcés et limitation de mouvement entre les communes. Si ces éléments sont mentionnés pour la plupart comme des contraintes physiques, certaines personnes mentionnent la peur et les « traumatismes » vécus suite aux attaques de Boko Haram comme des facteurs psychologiques ayant un impact négatif sur leur vécu quotidien et leur capacité à s'occuper de leurs tâches habituelles.

Quant aux projections sur l'avenir, la plupart des enquêtées ont exprimé le souhait d'améliorer ses conditions de vie à travers une augmentation des revenus et de renforcer la paix et la stabilité dans leur commune.

« Le jour de l'attaque de N'Guigmi je n'avais pas pu travailler. Certes je n'ai pas sur le lieu, mais je ne me sentais pas capable de travailler.»
Femme, communauté hôte, N'Guigmi

« La seule chose que je veux dans la vie est que la paix revienne dans notre région. »
Homme, communauté hôte, Chétimari

OS 2 / Favoriser le redressement économique et la résilience à travers un accès à l'emploi et aux systèmes de production intensifiés et adaptés au changement climatique

INDICATEUR RESILAC : AUGMENTATION DU REVENU ANNUEL

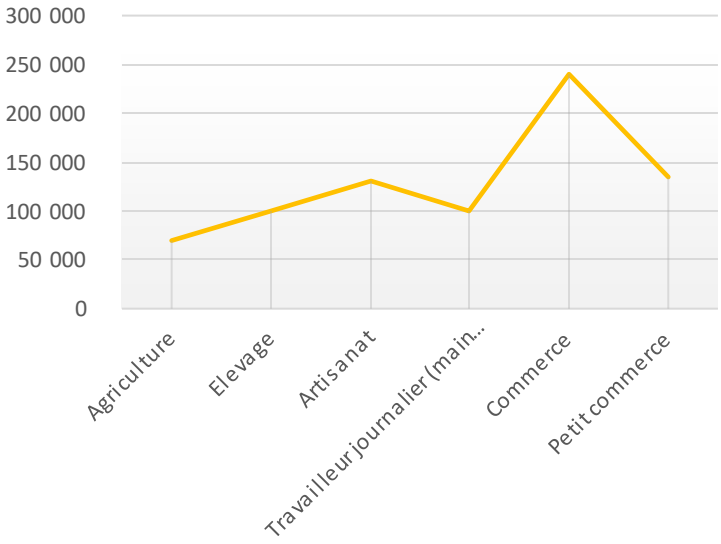
L'évolution du revenu annuel moyen des individus bénéficiant des activités de redressement économique sera mesurée tout au long du projet. Pour cela, l'estimation présentée dans le rapport a été calculée avec les bénéficiaires directement. Afin d'assurer une estimation la plus précise possible, ont été pris en compte dans le calcul :

- ➔ Les périodes spécifiques équivalente à « une année » selon les différentes occupations des individus : soudure, récolte, etc.
- ➔ La soustraction des différents coûts engagés pour la réalisation des activités économiques, y compris les coûts de production et les dettes contractées dans le processus pour obtenir les revenus réels issus de l'activité.

Q1. Revenu annuel moyen

Au Niger, le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) est fixé à 30 047 CFA par mois, équivalent à environ 45 EUR par mois. Lors de l'enquête, le revenu moyen déclaré par les répondants est de 97 665 CFA par an : une moyenne de 8 138 CFA par mois, équivalent à environ 12 EUR par mois. Selon les informations collectées, 75% des individus enquêtés gagnent 120 000 CFA ou moins par an, contre 6% qui gagnent entre 300 000 et 600 000 CFA par an.

Répartition selon l'occupation professionnelle



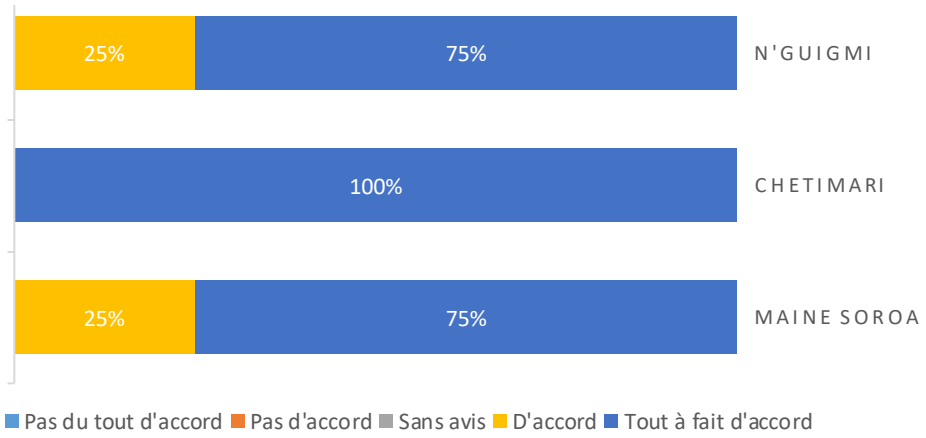
Les occupations professionnelles qui rapportent plus de revenus sont, en moyenne, le commerce, l'artisanat (y compris les tailleurs), l'agriculture et l'élevage.

OS 3 / Valoriser et consolider les acteurs en favorisant le dialogue et l'engagement et en renforçant leurs capacités

INDICATEUR RESILAC : % DE COMMUNES ET OSC QUI ESTIMENT JOUER UN ROLE SIGNIFICATIF DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

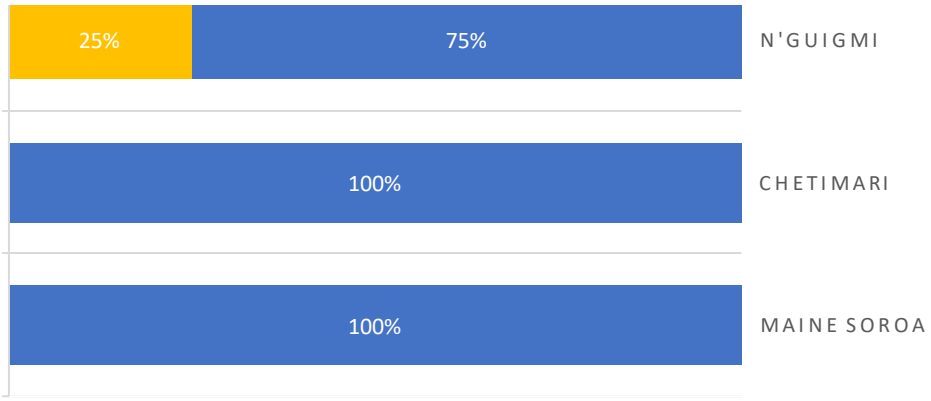
Une échelle d'appréciation a été développée afin de mesurer la perception des acteurs institutionnels appuyés par le projet sur l'évolution de leur rôle dans la mise en œuvre du projet. L'échelle est constituée de 2 questions qui, à différence des autres échelles, sont directement illustrées selon la répartition par type d'acteur appuyé.

Q1. Je joue un rôle significatif dans la mise en œuvre du RESILAC



Selon les résultats, la totalité des acteurs appuyés estime jouer un rôle significatif dans la mise en œuvre du projet, notamment à Chétimari.

Q2. Je me sens encouragé à participer aux décisions du RESILAC ayant un impact sur ma communauté

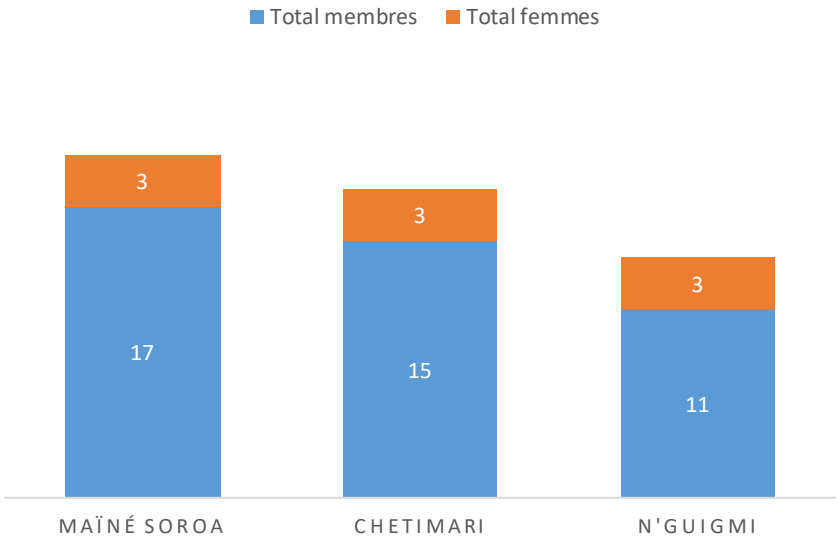


Selon les résultats, la totalité des acteurs appuyés se sentent encouragés à participer dans la prise de décisions du projet, en particulier les décisions ayant un impact sur leur communauté.

INDICATEUR RESILAC : % DE REPRESENTATIONS DES FEMMES AU SEIN DES INSTITUTIONS LOCALES ENGAGES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Un accent particulier est mis sur la prise en compte du genre dans le projet. Pour y contribuer, les activités liées au renforcement institutionnel et organisationnel veilleront à accroître et renforcer la participation des femmes au sein des institutions engagées dans la mise en œuvre du projet. Le pourcentage des femmes participant actuellement dans les différentes institutions a été mesuré afin de servir de valeur de référence et son évolution mesuré tout au long du projet. En raison de la nature de l'indicateur, il est jugé pertinent de présenter les résultats directement désagrégés.

Q1. Pourcentage de femmes dans les sphères décisionnelles



Les données désagrégées par commune montreraient une faible participation dans les sphères décisionnelles des acteurs institutionnels, notamment à Maïné Soroa.

Un des objectifs du projet RESILAC sera de renforcer cette participation, visant à atteindre un % minimal de représentation des femmes dans ces sphères.

OS Additionnel / Assurer une intervention de qualité et redevable

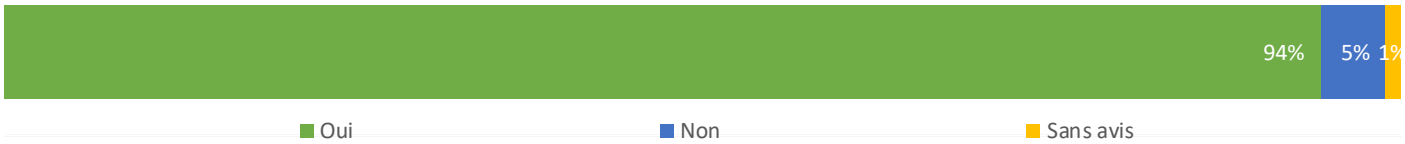
INDICATEUR RESILAC : EVOLUTION DU SCORE DE QUALITE

En complément des indicateurs identifiés en collaboration avec les partenaires techniques et financiers du projet, l'équipe RESILAC a complété l'enquête par un indicateur supplémentaire. Une échelle d'appréciation composée de 3 questions a été développée afin de permettre aux bénéficiaires d'exprimer leur avis sur la qualité de l'intervention et son adéquation aux attentes et besoins. Ce score est mesuré tout au long du projet.

Les questions de l'échelle sont directement liées aux critères de la Norme humanitaire fondamentale de qualité et de redevabilité (CHS). La norme CHS décrit les éléments essentiels d'une action humanitaire reposant sur des principes de redevabilité et de haute qualité et définit neuf critères et engagements pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'assistance fournie.

Les critères de la CHS priorisés dans le score de qualité RESILAC sont : une réponse humanitaire fondée sur la communication, la participation et les retours d'information (4), une réponse humanitaire adaptée et appropriée (1) et une réponse humanitaire coordonnée et complémentaire (6).

Q1. Recevez-vous suffisamment d'information à propos de RESILAC ?

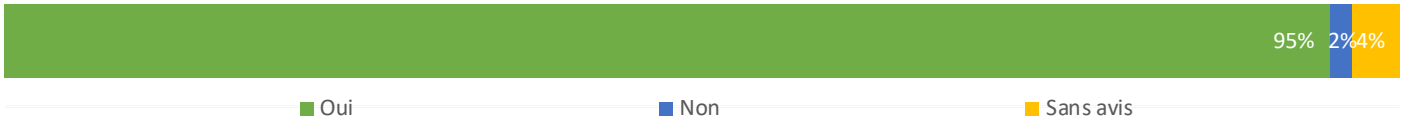


Selon les résultats, la majorité des personnes enquêtées estiment recevoir suffisamment d'information à propos du RESILAC (94%). Quant au bénéficiaires directs des activités liés au redressement économique, 97% estiment recevoir suffisamment d'information à propos du projet.

Répartition selon les communes

Les données désagrégées indiqueraient une meilleure stratégie de communication à Chetimari, ou une plus forte présence des équipes sur le terrain : 97% des enquêtés estiment recevoir assez d'information.

Q2. Le soutien reçu par RESILAC correspond-t-il à vos attentes?



La plupart des individus enquêtés considèrent que le soutien reçu par le projet, par lui ou par sa communauté, correspond à ses attentes (95%). Quant aux bénéficiaires directs des activités liées au redressement économique, 98% estiment que le soutien reçu correspond à leurs attentes.

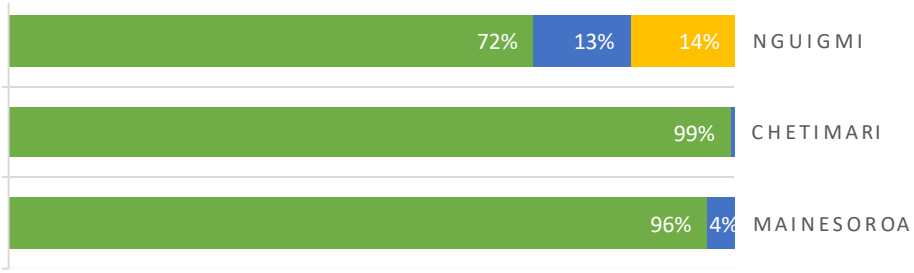
Répartition selon la commune

Les données ne montrent pas des écarts significatifs entre les avis des enquêtés à l'échelle des communes.

Q3. Le RESILAC fait-il une différence dans votre vie ?

Selon les résultats, 89% des personnes enquêtées considèrent que RESILAC fait une différence dans leur vie, contre seulement 6% ayant un avis contraire. Quant aux bénéficiaires directs des activités liées au redressement économique, 98% affirment que le RESILAC fait une différence dans leur vie.

Répartition selon la commune

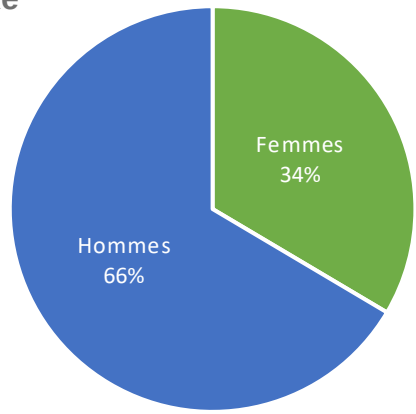


Au niveau des communes, on peut noter des différences selon l'état d'avancement des activités : 99% des enquêtés à Chetimari estiment que RESILAC fait une différence dans leur vie, contre 72% à N'Gguigmi.

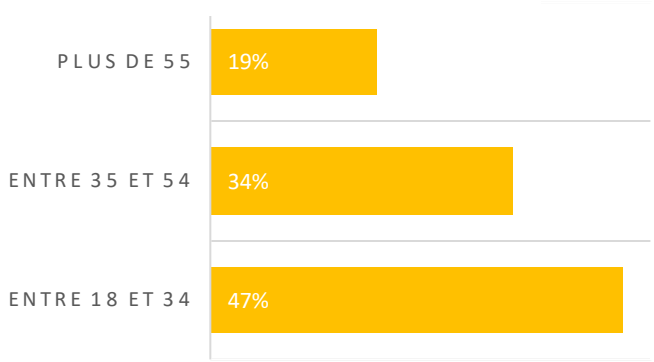
RESILAC*
*REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL INCLUSIF DU LAC TCHAD

DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES DES REPONDANTS

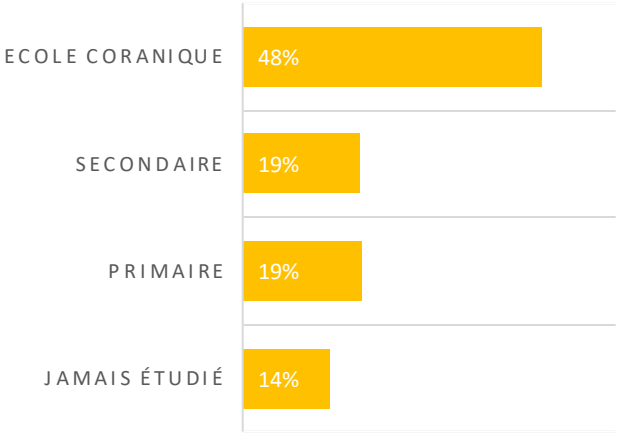
Sexe



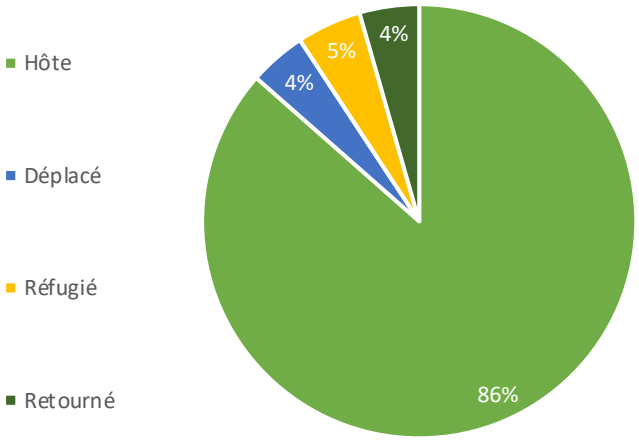
Age



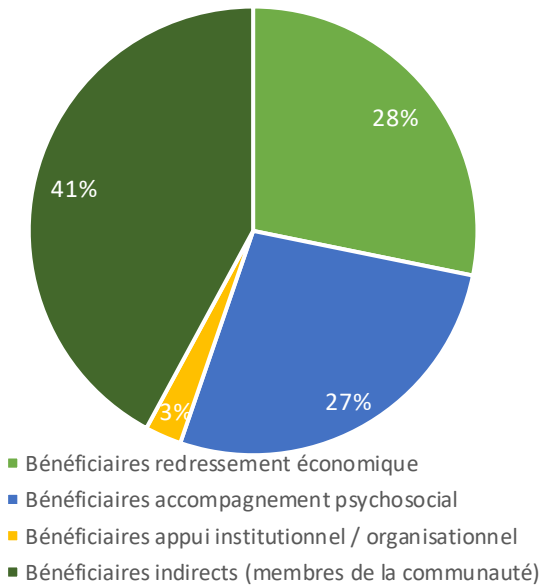
Niveau scolaire



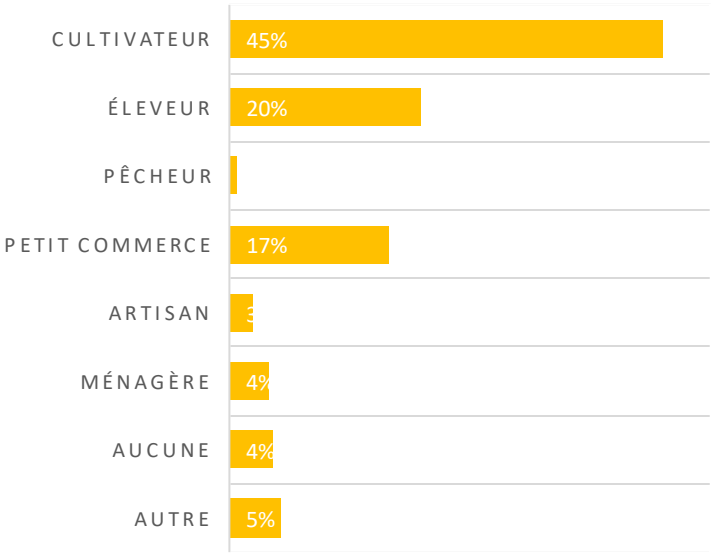
Statut légal



Type de soutien reçu (RESILAC)



Occupation principale



DEFINITIONS CLES

COLLECTIVITE

Le terme « collectivité » utilisé se réfère aux personnes morales de droit public qui exercent sur leur territoire certaines compétences qui leur sont dévolues par l'État dans un processus de décentralisation.

COMMUNAUTE

Tenant compte de l'approche territoriale du projet RESILAC, le terme « communauté » doit être compris comme l'ensemble de locaux d'habitation relevant d'une même autorité gestionnaire et dont les habitants partagent à titre habituel un espace, une législation et un mode de vie commun. Lors de l'enquête, l'échelle de la communauté est celle d'un village administratif, et la population de la communauté comprend les personnes qui résident dans la communauté, de façon permanente ou temporaire.

CONFLIT

Inspiré de la définition utilisée par Search For Common Ground (https://www.sfcg.org/), le terme « conflit » doit être compris comme un processus impliquant des réactions et des comportements qui commencent lorsqu'une partie perçoit qu'elle a été ou qu'elle sera injuriée par une autre partie. Lors de l'enquête, les conflits sont identifiés comme le fruit de la recherche d'intérêts contraires ou apparemment incompatibles entre des individus, des groupes ou des communautés.

NORME HUMANITAIRE FONDAMENTALE (CHS)

La Norme Humanitaire Fondamentale est le fruit d'un processus de collaboration entre le Groupe URD, le Partenariat pour la redevabilité humanitaire (HAP en anglais) International, People In Aid et le Projet Sphère. Elle énonce neuf engagements que les organisations et les individus impliqués dans une intervention humanitaire peuvent utiliser pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide apportée. Elle facilite aussi une redevabilité accrue envers les communautés et les personnes affectées par les crises qui, sachant à quoi se sont engagées les organisations humanitaires, pourront leur demander des comptes.

En savoir plus : https://www.urd.org/fr/projet/contribution-a-lelaboration-de-la-norme-humanitaire-fondamentale-chs/

STATUT LEGAL

Le statut utilisé dans ce rapport fait référence à la condition ou la situation de fait d'une personne ou d'une catégorie de personnes par rapport à un ensemble plus large. Afin de le distinguer du statut social, matrimonial ou économique, le terme légal, inspiré de la terminologie utilisée par la plupart des acteurs humanitaires et de développement, fait référence aux conditions migratoires des répondants, en particulier :

Communauté hôte

Désigne des personnes résidentes dans une communauté qui accueille des déplacés, des retournés ou des réfugiés.

Déplacés

Désigne des personnes contraintes de fuir à l'intérieur de leur propre pays, notamment en raison de conflits, de violences, de violations des droits humains ou de catastrophes naturelles.

LIMITES DE L'ETUDE

Les résultats présentés dans ce rapport doivent être interprétés avec prudence. Au cours de l'enquête, les limites et biais suivants ont été identifiés et feront l'objet d'un travail de capitalisation en interne en amont de l'enquête à mi-parcours (Midline) :

➔ Les informations sont tirées directement des déclarations (non vérifiées) des répondants lors des entretiens individuels face à face, y compris celles correspondant aux revenus moyens, au statut légal, etc.

➔ Le nombre des répondants pour une unité type étant souvent faible, les statistiques désagrégées perdent en robustesse.

➔ Les méthodes quantitatives ont été privilégiées face aux qualitatives en raison des ressources disponibles. Le manque d'informations approfondies sur des thématiques sensibles limite les analyses pouvant être inférés.

La plupart des indicateurs étant mesurés à travers des échelles d'appréciation, celles-ci présentent l'avantage de structurer les opinions des répondants entre elles et d'évaluer la position des sujets en fonction, d'être simples et claires pour les enquêteurs et les répondants, et de permettre le recueil d'un important nombre d'informations dans un court délai de temps et des ressources limitées. Néanmoins, on peut observer deux biais principaux:

➔ Biais de désirabilité social : lors des auto-évaluations des acteurs institutionnels et organisationnels (OS 3), les réponses indiqueraient un excès de confiance lié au désir des répondants de se montrer sous une facette positive lorsque l'on est interrogé.

➔ Biais de confirmation : lors des sujets sensibles, en particulier les questions liées aux ressources naturelles et aux conflits, il est noté une tendance naturelle des individus à privilégier les réponses qui confirment leurs idées préconçues et à accorder moins de poids aux réponses jouant en défaveur de leurs conceptions. Par exemple, un grand nombre d'enquêtés affirment que les ressources naturelles sont distribuées équitablement, alors que dans les questions approfondies ils manifestent de nombreuses contraintes liées à l'accès et la gestion de ces ressources. Ceci est lié à la représentation normative, aussi appelée biais de conformisme social traduit une volonté du répondant de se conformer à la norme sociale et donner des réponses conformes aux réponses attendues.

METHODOLOGIE

Le projet RESILAC « Redressement Economique et Social Inclusif du Lac Tchad » vise à apporter une réponse mêlant urgence, réhabilitation et relèvement dans cette région du lac Tchad (frontalière du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad) – zone affectée par une crise économique et sociale, des chocs climatiques récurrents et une crise sécuritaire d'ordre régional.

L'objectif principal de RESILAC est de contribuer au redressement économique et au renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des territoires du bassin du Lac Tchad les plus impactés par la crise sécuritaire et par le changement climatique.

L'étude initiale de données a pour objectif de fournir une vue d'ensemble du niveau de référence des indicateurs identifiés chez les bénéficiaires du projet afin de suivre leur évolution dans le temps.

OUTILS DE L'ENQUETE

Trois questionnaires quantitatifs et deux guides d'entretien qualitatifs ont été développés en collaboration avec les différents responsables techniques du projet, associant analyse quantitative et qualitative de manière concurrentielle et complémentaire. Les questionnaires quantitatifs contiennent notamment des questions à échelle de Likert (dont les réponses correspondent à une note qui varie de 1 à 5), questions binaires et questions ouvertes. Les guides d'entretien qualitatifs ont pour objectif d'approfondir les sujets clés, ainsi que fournir des témoignages illustratifs.

Un score de qualité et redevabilité a été intégré dans tous les questionnaires, directement lié aux critères de la Norme humanitaire fondamentale de qualité et de redevabilité (CHS) suivants : la réponse humanitaire est fondée sur la communication, la participation et les retours d'information (4), la réponse humanitaire est adaptée et appropriée (1) et la réponse humanitaire est coordonnée et complémentaire (6).

ECHANTILLONAGE

L'hétérogénéité des zones et le manque de données démographiques actualisées et fiables de base ont justifié le choix de proposer un échantillonnage raisonné non probabiliste ou aléatoire. Toutes les localités d'intervention, indépendamment de la taille, ont été couvertes, utilisant une méthode de sondage d'unités-types par contraste externe[1].

Il a été question de diversifier les unités types de manière à inclure la plus grande variété de cas possible, indépendamment de leur fréquence statistique. L'affinement de l'échantillonnage et l'identification des unités types a fait l'objet d'un atelier régional de formation du 15 au 18 avril 2019 auprès des responsables techniques nationaux.

COLLECTE

L'enquête a privilégiée la collecte mobile des données en utilisant le logiciel SurveyCTO. Une équipe de 10 énumérateurs a été constitué au sein du *pool* interne ACF et formée par les responsables techniques. Le questionnaire a été conçu en français mais administré en kanouri, haoussa et peulh.

Les données ont été collectés lors des entretiens face à face auprès de 532 individus, entre le 12 et le 25 juin, dans les trois communes d'intervention : Maïné Soroa, Chétimari et N'Gguigmi.

RECAPITULATIF REPONDANTS

Unités / Communes	Maïné Soroa	Chétimari	N'Gguimi	**Total**
Villages	6	6	6	**18**
Femmes	63	47	70	**180**
Hommes	125	108	116	**352**
Hôtes	171	137	140	**448**
Déplacés	0	1	21	**22**
Retournés	5	2	16	**23**
Réfugiés	8	12	5	**25**
Jeunes redressement économique	60	30	60	**150**
Individus Santé Mentale	58	29	57	**144**
Acteurs institutionnels	4	3	4	**14**
OSC				
				532 INDIVIDUS

Pour plus d'information sur RESILAC, veuillez contacter Pierre David, Coordinateur Régional (coordoreg@resilac-actioncontrelafaim.org).

Pour obtenir des informations supplémentaires sur les enquêtes et études du projet RESILAC, veuillez contacter Paloma Casaseca (refpilier4@resilac.org).

[1] La méthode d'unités-types par contraste externe vise à identifier le plus grand nombre de cas ou unités types (profils) existant dans une communauté, afin d'assurer la plus grande variété possible et assurer la diversité de l'échantillon.

Contrairement aux méthodes probabilistes ou aléatoires, la méthode de sondage par unités types privilégie le concept de diversité des répondants, indépendamment de leur fréquence statistique et leur représentativité.
En savoir plus : http://www.dphu.org/uploads/attachements/books/books_1837_0.pdf